QUESTIONS OS / CHSCTA

I - Protection des personnels restés sur leur lieu de travail ou volontaires pour encadrer les enfants des parents de soignants et autres

1. Quelles protections sont offertes aux personnels devant venir travailler sur site ? notamment ceux surveillant les enfants de soignants

2. Gestion du problème spécifique à l'accueil d'élèves de maternelle nécessitant des contacts ?

3. Gestion des problèmes spécifiques au sport et jeux dans la cour (nécessité d'un cadrage)

L'accueil est réalisé dans le respect des gestes barrières et des recommandations sanitaires :

- Les établissements n'ont pas fermé ; mise à disposition de savons en quantité suffisante pour les élèves et de gel hydro-alcoolique ou de savons pour les personnels ainsi que des solutions de séchage des mains jetables (responsabilité des municipalités pour les écoles et des personnels de directions pour les collèges) ;
- Respect de l'organisation des activités par petits groupes de 5 à 10 enfants maximum, y compris lorsqu'elles ont lieu à l'extérieur.

Pendant les vacances de Printemps, ce sont des personnels des collectivités locales et des associations qui assurent l'accueil des enfants de soignants, ainsi que quelques enseignants volontaires.

Distribution de masques aux personnels enseignants intervenant dans ces établissements à compter du 20 avril.

4. Sur les ordres de mission pour les personnels volontaires dans ces lieux d'encadrement des enfants de soignants (nous en voudrions la liste). Qui les rédige ? Comment sont-ils transmis ?

- L'accueil est assuré sur la base du volontariat,
- Les personnels sont appelés en priorité sur leur lieu de travail habituel, ils n'ont alors pas besoin d'ordre de mission ;
- Les personnels appelés à exercer sur un lieu de travail différent de leur lieu de travail habituel se voient remettre un ordre de mission par les IEN ou les chefs d'établissement ;
- Les enseignants sont dotés d'une attestation de déplacement professionnel signée de leur hiérarchie, leur permettant de circuler

5. Les horaires de travail des personnels encadrants doivent être précisés pour que les personnels sachent à quoi ils s'engagent, il doit y avoir suffisamment de roulement pour qu'une personne n'assure pas trop souvent cette mission ? Quid des personnels de direction qui ne sont encore moins nombreux ?

Les dispositions du code du travail (art. L3121-18 et L3121-20 du code du travail) prévoient un plafond de 10h par jour dans la limite de 48h par semaine.

Ces plafonds légaux permettent d'assurer le service d'accueil des enfants des personnels concourant à la gestion de la crise. Ainsi, un même personnel, peut intervenir sur une durée consécutive maximale de 5 jours, de 8h à 18H (deux heures devant être soustraites pour ne pas dépasser la limite hebdomadaire)

En pratique, les DASEN avec les IEN et les CE ont fait en sorte que les OTS ne soient pas dépassés en mettant en place suffisamment de roulements.

6. Décision prévue si personnels volontaires sont contaminés dans le cadre de cette mission d'encadrement des enfants de soignants ? (fermeture...) Nous demandons que la contamination soit considérée comme un accident du travail.

La décision ne peut être générale : elle sera prise au cas par cas, en fonction des situations individuelles qui pourraient survenir

7. Si des internats de lycées étaient utilisés, qui serait responsables des biens, des ouvertures ? des réparations ? du ménage ? des repas ? Quid des affaires que les élèves ont laissé ? Quid des personnels logés pouvant emprunter des espaces communs ? Quid de la désinfection des lieux lors de la reprise ?

Nos internats peuvent être amenés à être réquisitionnés pour des besoins d'hébergement. Les trois académies franciliennes et le SG de région académique ont monté un processus avec la préfecture d'Ile de France, la Drhil et le Conseil Régional :

- recensement des internats et des demandes d'hébergements, puis en cas de besoin, réquisition du préfet et mise à disposition de l'internat ;

- Une convention tripartite est alors signée entre préfecture départementale, Conseil Régional et structure bénéficiaire (visa du chef d'établissement pour information) ;

- Le Conseil régional procède au nettoyage des locaux avant mise en service et procède à la mise en sécurité des effets personnels des élèves (avec prise de photos) lorsqu'il y en a, en présence du chef d'établissement et des autorités académiques. Le Conseil Régional procède également au nettoyage complet avant restitution des locaux ;

- Des messages d'information sont envoyés aux parents d'élèves et aux membres des conseils d'administration ;

Les établissements réquisitionnés sont : Les Pannevelles à Provins ; le collège du LIEP et le lycée Voillaume Aulnay.

8. Est-il prévu une période de désinfection des locaux avant une reprise officielle des cours qui ne pourra se faire à la même date que les élèves, il faut prévoir cette reprise dans de bonnes conditions ?

Nécessité avant de reprendre aussi d'être testés, comme le reste de la population pour savoir qui est immunisé.... Pour les personnels encadrant les enfants de soignants, ces tests soit rhinopharyngés de contamination soit sanguin d'immunité serait encore plus urgents.

Les conditions matérielles de la reprise ne sont pas encore arrêtées. Elles feront l'objet d'un protocole élaboré au niveau national

II – Conditions de travail en situation de télétravail

9. Quelles logiques expliquent que certains personnels administratifs de certains EPLE soient en télétravail et d'autres non ?

Le télétravail est, sauf exceptions, la règle pour l'ensemble des personnels, toutefois, en application des plans de continuité d'activité, certains personnels ayant des missions indispensables à la continuité du service qui ne peuvent être réalisées en télétravail, sont amenés à se rendre ponctuellement sur leur lieu de travail.

Les situations des personnels de l'académie s'étudient donc individuellement, en fonction des PCA d'une part et de la situation personnelle de l'agent d'autre part (garde d'enfants de moins de 16 ans à assurer, personnels souffrant de pathologies inscrites sur la liste définie par le haut conseil de la santé publique ...)

10. Quelle va être la gestion des congés de printemps dans les services administratifs : les personnels doivent-ils poser des jours au choix, la procédure est-elle modifiée pour les vacances de printemps.

La direction générale de l'administration et de la fonction publique dans sa note datée de mars 2020 a rappelé les règles applicables, les droits des personnels et les compétences des employeurs publics.

Les personnels non enseignants en activité, qu'ils soient sur site, en télétravail, en autorisation spéciale d'absence ou en congé maladie, ont droit à des congés annuels d'une durée égale à cinq fois leurs obligations hebdomadaires de travail. Ce droit est garanti.

Le retour à l'activité normale des services et des établissements, va nécessiter de mobiliser l'ensemble des personnels, ce qui va limiter très sensiblement, dans l'intérêt du service, la possibilité d'octroi de congés au cours de la période suivant la fin du confinement.

Aussi, pour la période de congés écoulée,

- Les personnels ne relevant pas des plans de continuité administrative des services académiques, des écoles et des établissements scolaires ont été invités à déposer des jours de congés durant les vacances de printemps afin de tenir compte de la contrainte précitée.
- Les personnels relevant des plans de continuité administrative ont pu prendre une période de congés lorsque la continuité du service n'était pas remise en cause. Ces personnels seront, le cas échéant, prioritaires pour bénéficier de congés lors du retour à la normale.

- **11. Un personnel en télétravail est-il autorisé à rompre le confinement ? A quelles conditions ? Avec quel ordre de mission ?**

- Personnels inscrits au PCA dont certaines missions ne peuvent être télétravaillées
- Lorsqu'un déplacement sur site est nécessaire pour la poursuite de l'activité, les personnels peuvent être amenés à rompre temporairement le confinement. Une autorisation de déplacement est fournie à l'agent.

12. Pour faire face aux exigences techniques de la généralisation du télétravail, a-t-on modifié l'organisation du travail et les missions des agents du service de la DS II ? Saisine de ce service pour souffrance au travail

Les missions de la DSI n'ont pas été modifiées.

Comme pour tous services, le télétravail est, sauf exceptions, la règle générale pour les personnels de la DSI.

Pendant cette période de confinement, l'activité de la DSI est recentrée sur sa participation à la mise en œuvre du télétravail (préparation et remise de matériel), ce qui nécessite des présences sur site et des déplacements.

Les gestes barrières sont essentiels et sont régulièrement rappelés et les conditions sanitaires sont alors respectés.

III - RPS

13. Directeurs d'école sous pression .. variable selon les IEN mais certains sont en souffrance au travail.

Une cellule d'écoute et d'accompagnement psychologique est mise en place.

14. L'incertitude sur les examens, les dates effectives des vacances de printemps, créent un stress supplémentaire.

15. L'absence de consignes (contrairement à ce qui a été fait par certains recteurs et IPR) pose problème. Dans certaines académies il a été demandé d'éviter la course en avant, de ne pas mettre de notes chiffrées, de ne pas aborder de nouveaux chapitres ... cela est nécessaire pour cadrer les choses, limiter la fracture sociale (entre les lycées notamment, dont certains font du dopage intensif alors que d'autres peinent à contacter leurs élèves non équipés pour être connectés ou même ne répondant pas au téléphone)

Des consignes ont été passées aux chefs d'établissements et aux corps d'inspection par le recteur et les Dasen. Chaque établissement dispose d'un inspecteur référent qui accompagne les équipes dans la régulation des organisations retenues.

IV - Cellule d'écoute psychologique ?

16. Numéro d'appel pour l'écoute des personnels les troubles liés au confinement, à la surcharge de travail

17. Y-a-t-il une cellule d'écoute pour les collègues en détresse psychologique ou confrontés à une situation de deuil ?

Le numéro d'écoute académique : 01 57 02 68 34

Un numéro destiné à tous les agents de l'académie dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 est mis en place du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

L'objectif est de proposer une première écoute permettant de répondre à des interrogations ou à des situations d'anxiété en lien avec le confinement. Cette première écoute peut se prolonger par une proposition d'accompagnement psychologique, médical ou social.

Le Réseau PAS

Ce réseau est joignable du lundi au vendredi de 9h à 17h au 0805 500 005 ; le numéro est gratuit.

18. Garder en tête qu'il faudra prévoir la reprise sur les lieux où il y aura eu des décès

Cette situation est anticipée par les équipes mobiles de sécurité qui accompagneront le chef d'établissement lors de la reprise. Le guide d'accompagnement post attentat a été revu et adapté à la situation Covid 19.

V - Risques physiques

19. Troubles musculo squelettiques, pbs oculaires liés au travail sur écran ... quelle prévention ?

Des fiches de prévention à destination des personnels ont été transmises :

- Affiche lavage des mains,
- Brochure d'information travail sur écran,
- Travail sur ordinateur portable,
- Mieux vaut bien se tenir

VI - Continuité de service

20. paye, mutation, carrière

Paye

cf question 26

Mutation

Les services de gestion sont organisés pour assurer la gestion des opérations liées au mouvement identifié comme une activité indispensable en vue de la rentrée prochaine

Carrière

21. Quid du service Affelnet ? Un report est-il envisagé ? nécessité d'une circulaire académique, donnant des consignes non contrares au confinement, non discriminantes pour les parents.

Les calendriers de gestion sont maintenus pour le moment. Le vadémécum quant à lui est paru depuis courant février.

Pour répondre aux questions sur la continuité pédagogique et la scolarité, un numéro vert est mis à disposition des parents au 0800 08 12 21.

22. Pour les infirmières scolaires, il serait nécessaire d'appliquer le bo spécial covid 19 de l'en où les procédures sont clairement précisées et d'avoir une seule chaine de commandement : messages départementaux différents et jusqu'à 25 messages en direction des infirmières depuis le 17 mars. Source d'anxiété et d'incompréhension.

23. Pour les administratifs, Est-ce que la durée du confinement génère des jours de congés ? ASA et gestion des RTT, gestion générale ou par site ?

cf la réponse à la question 10.

24. Il y a-t-il eu des réquisitions (et pour quelles missions) d'infirmières, d'administratifs, d'autres personnels ou la règle a-t-elle été que le volontariat pour travailler hors de son domicile ? Combien d'infirmières réquisitionnées ?

Les infirmières et les médecins se sont portés volontaires pour intervenir en renfort dans les établissements de santé. Ils ont alors été placés en ASA. Dans le département 77, jusqu'à 37 infirmières ont fait l'objet d'une réquisition pour des interventions ponctuelles.

VI - Contrats, payes

25. Les contrats qui s'arrêtent durant le confinement sont-ils renouvelés ? Seront-ils payés ?

Les contractuels enseignants et administratifs recrutés sur des remplacements longs et régulièrement renouvelés seront reconduits.

Les agents recrutés sur des remplacements courts, ponctuels, ne seront pas reconduits. Une attestation employeur leur sera remise dans les meilleurs délais pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits à chômage.

Toutefois, si le besoin en recrutement administratif est avéré à la reprise, nous aurons recours en priorité à des prolongations de contrats des actuels contractuels administratifs.

26. Payes en général des personnels

- La paye de mars préparée en février a été traitée normalement par la DDFiP
- Une procédure dérogatoire a été mise en place pour la paye d'avril

Les calculs de la paye d'avril ont été effectués sur la base des informations connues dans les systèmes d'information de la DGFIP, ce qui équivaut à reproduire la paye de mars, avec quelques nuances : les HSA ont été maintenues et les retenues pour grèves de mars n'ont pas été reconduites.

Les événements ponctuels éventuels n'ont pas été pris en compte (HSE, CET, jour de carence...)

Les acomptes pour les nouveaux entrants, les réactivations de dossiers, les congés de formation professionnelle ont été assurés selon une procédure allégée ;

- La paye de mai : les consignes de la DDFIP seront stabilisées cette semaine. Le Trésor en lien avec les services de gestion tente de mettre en œuvre une paye proche de la réalité en permettant l'intégration d'un certain nombre de saisies.

27. Manque à gagner dans le premier degré pour les professeurs d'école qui ne font plus l'étude (vacations payées par les mairies)

Les compléments de traitement sont en fonction des services faits.